



Communiqué de presse

2 octobre 2024

Mouvement social chez Interforum : La direction appelle au durcissement !

Le 3^e jour s'ouvre sur le mouvement social lancé par FO au sein d'Interforum, filiale d'Editis en charge de l'acheminement dans les librairies des livres du 2^e groupe d'édition français.

En effet, cela fait deux jours que les salariés et leurs représentants essaient de faire entendre raison à la direction, qui fait la sourde oreille à leurs légitimes demandes. Pourtant, elle préfère payer des intérimaires plutôt que les salariés grévistes ! Les élus FO ont passé des heures de réunions avec la direction pour l'entendre proposer seulement un « calendrier de négociation », incluant notamment la prime PPV demandée mais elle ferait savoir que ce ne serait pas plus de 100€ et pour les seuls bas salaires ! Elle ajoute même qu'elle doit s'assurer de la signature de la CFDT en cas de négociation ! Mais qu'est-ce que la direction d'Editis veut dire ? Que si elle fait une proposition suffisante, à la hauteur des attentes, la CFDT (syndicat majoritaire) s'y opposerait ? FO ne rentre pas dans ce jeu visant à diviser les organisations syndicales mais au contraire appelle l'ensemble des organisations à soutenir les grévistes en participant à la grève et à la solidarité avec eux !

Pour FO, cette attitude signifie que la nouvelle direction d'Editis n'a aucune véritable considération pour les salariés d'Interforum, pour qui il ne reste alors qu'à poursuivre le mouvement social... Pour FO, c'est donc le signal que la nouvelle direction ne donne pas d'importance au dialogue social et ne fonctionne qu'avec le rapport de force ! Elle appelle au durcissement du mouvement !

En effet, FO rappelle l'indécence de cette proposition : 100€ par salarié aux plus bas salaires sur les sites de logistique, c'est environ 400 personnes concernées, soit 40 000€ à déboursier pour Editis... Mais les salariés savent que la nouvelle direction s'était distribuée 1,7 million d'euros de primes de session lors du rachat du groupe par le milliardaire Daniel Kretinsky, ou encore que le CA avait voté la rémunération de 1,2 million d'euros pour la société de Denis Olivennes, le DG d'Editis, dans ce cadre... Et les salariés savent que l'ensemble du groupe vit particulièrement grâce à cette activité de distribution. Leurs demandes, elles, n'ont rien d'indécent, ils veulent juste vivre dignement de leur travail !

FO rappelle avoir mis en place une caisse de grève, notamment accessible via une cagnotte leetchi : <https://tinyurl.com/5n7nna7n>

Le soutien de toutes et tous est important, face à cette nouvelle direction qui semble n'avoir aucune considération pour les salariés. C'est à se demander ce qui plaît tant à Daniel Kretinsky en France, au moment où il vient également de racheter le groupe Casino qu'il est en train de liquider... FO rappelle que son action vise à ce que la culture et le livre demeure un secteur protégé des appétits voraces de la lucrativité et de l'exploitation des travailleurs qui en découle, et pour qu'au contraire, du salarié dans l'atelier au plus grand écrivain, chacun perçoive une juste et digne rémunération de son travail.

Contact presse :

Isabelle Menil, déléguée syndicale centrale FO, 06 26 08 81 26

Syndicat National de la Presse, de l'Édition et de la Publicité Force Ouvrière

131, rue Damrémont – 75018 Paris

secretariat@snpepfo.fr / 01.53.01.61.38